



# Enjeux des Premières Nations : un défi pour le Canada



PHOTO SEAN KILPATRICK, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

« Le gouvernement actuel dit reconnaître cette discrimination, mais en conteste le jugement », déplore Ghislain Picard.

**Les enjeux que défend l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador se situent depuis toujours bien au-delà des promesses des campagnes électorales.**

Publié le 10 octobre 2019 à 10h00



**GHISLAIN PICARD**

CHEF RÉGIONAL DE L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS QUÉBEC-LABRADOR

Il est par ailleurs préoccupant d'observer un certain recul sur la place qu'ils occupent actuellement dans certaines plateformes des partis politiques.

L'attitude colonialiste et discriminatoire qu'ont démontrée les gouvernements au Canada depuis des décennies a des conséquences humaines extrêmement graves pour la population des Premières Nations.

Ces enjeux s'érigent, d'une part, au plus haut niveau de la politique, soit celui d'une relation respectueuse qui doit exister entre les peuples présents sur le même territoire.

D'autre part, ils se placent au plus haut niveau des valeurs humaines, celles qui doivent empêcher et combattre l'exploitation d'un peuple par un autre, et toute forme de discrimination.

La reconnaissance pleine et entière des titres et droits inhérents ancestraux et issus de traités de toutes les Premières Nations est un incontournable, pourtant constamment contournée, de la construction d'une relation respectueuse entre le Canada et les Premières Nations.

Malgré l'inclusion de ces droits dans la Loi constitutionnelle de 1982, malgré les indications claires données aux États par la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), le Canada hésite.

La mise en œuvre de la DNUDPA fonde son approche sur le respect des droits des peuples autochtones. Le droit d'avoir un logement sûr et sécuritaire est l'un d'eux. Les conditions de logement constituent un déterminant social important dans nos communautés.

Il appert qu'encore aujourd'hui, on chiffre la pénurie de logements à environ 9000 unités au Québec, plusieurs habitations nécessitent des réparations majeures pour des raisons d'insalubrité et nous connaissons encore plusieurs problèmes d'eau potable dans nos communautés. Les conditions relatives à l'habitation entraînent de sérieuses difficultés sur le plan de la santé, de l'éducation et d'autres problématiques psychosociales très sérieuses qui ont un impact certain sur l'avenir de notre peuple.

L'Assemblée nationale du Québec a déjà, quant à elle, adopté unanimement le 8 octobre 2019 une motion afin de reconnaître les principes de la DNUDPA et de s'engager à négocier la mise en œuvre de cette dernière avec les Premières Nations et les Inuits.

Les commissions d'enquête et leurs recommandations se suivent, ce qui ne semble pas le cas pour les solutions. L'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) et le rapport de la Commission sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (CERP) sont venus encore une fois confirmer que la sécurité de nos populations, et en particulier celle des femmes autochtones, n'a pas les mêmes considérations que celles dont l'ensemble de la population canadienne bénéficie.

La discrimination, le profilage racial, les abus de pouvoir et les traitements différentiels envers les Premières Nations nous amènent à exiger un changement en profondeur de la situation.

Par ailleurs, les droits dont il est question font également référence à ceux de nos enfants. Le Tribunal canadien des droits de la personne a conclu que le gouvernement fédéral avait fait preuve de discrimination de façon « délibérée ou inconsidérée », et a décidé d'accorder l'indemnité maximale autorisée par la Loi pour chaque enfant enlevé à sa famille faute de services appropriés dans sa communauté.

Le gouvernement actuel dit reconnaître cette discrimination mais en conteste le jugement qu'il estime « incohérent par rapport à la nature de la plainte ». La position du Parti conservateur va dans le même sens.

Cet appel atteste sans équivoque, d'une rupture des engagements verbalisés par le

gouvernement actuel face aux enjeux prioritaires des Premières Nations. Ils soulèvent encore une fois la question au cœur des relations de gouvernement à gouvernement : le respect.

Pour tout gouvernement qui n'aura pas le courage de sortir le Canada du colonialisme, les Premières Nations n'hésiteront pas à faire appel aux instances internationales.

C'est le message que livre l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador au prochain gouvernement du Canada dès son accession au pouvoir.

© La Presse (2018) Inc. Tous droits réservés.